



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M. NOEL
03.87.34.88.97 - GN/JG
AR-CHR-BON-SECOURS

ARRETE

N° 2004-AG/2- *471*
en date du **21 OCT 2004**

modifiant et complétant l'arrêté préfectoral
n° 2000-AG/2-207 en date du 15 juin 2000
autorisant l'Hôpital Bon-Secours à METZ à
exploiter un service de médecine nucléaire et
régularisant la situation administrative de ses
autres activités.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret n° 77/1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des
dispositions et notamment ses articles 18 et 20 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-207 du 15 juin 2000 autorisant l'Hôpital BON-
SECOURS à METZ à exploiter un service de médecine nucléaire et régularisant la situation
administrative des autres activités ;

Vu la lettre du 20 octobre 2003 par laquelle l'exploitant fait part des modifications
apportées à ses installations ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 septembre 2004 ;

Considérant que les éléments d'appréciation fournis par l'exploitant font apparaître
que ces modifications n'ont pas d'impact notable sur l'environnement et ne nécessitent pas
une nouvelle demande d'autorisation ;

Considérant qu'il convient toutefois d'imposer à l'exploitant des dispositions additionnelles par voie d'arrêté préfectoral pris en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1

Le présent arrêté modifie et complète l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-207 du 15 juin 2000.

Article 2

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par le tableau suivant.

NUMERO DE RUBRIQUE		DESIGNATION DE L'ACTIVITE	REGIME
1 700		Utilisation et stockage de substances radio-actives sous forme de sources non scellées ou sous forme de sources scellées non conformes aux normes NFM 61002 et NFM 61003.	
	1 710	- Utilisation	
	1 710/2/a	Radionucléides du groupe 2 : 7 400 MBq	Autorisation
	1 710/3/a	Radionucléides du groupe 3 : 119 399,08 MBq	Autorisation
	1 710/4/a	Radionucléides du groupe 4 : 112 480 MBq	Autorisation
	1 710/1/a	Activité équivalente : 13 804,708 MBq	Autorisation
	1 711	- Dépôt	
	1 711/2/b	Radionucléides du groupe 2 : 18 500 MBq	Déclaration
	1 711/3/a	Radionucléides du groupe 3 : 119 399,47 MBq	Autorisation
	1 711/4/b	Radionucléides du groupe 4 : 112 480 MBq	Déclaration
	1 711/1/a	Activité équivalente : 14 914,747 MBq	Autorisation
	1 710/1/a	- Activité totale : 15 296,182 MBq	Autorisation
2 920/2/a		Installations de réfrigération et de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, d'une puissance totale de 1 178 kw.	Autorisation
2 950/2/a		Traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique, la surface annuelle traitée étant de 53 316 m ² .	Autorisation

NUMERO DE RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	REGIME
1 120/3	Stockage et emploi d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 12,5 tonnes.	Déclaration
2 910	Installations de combustion consommant du flou domestique, la puissance thermique maximale étant de 6,780 MW : - 1 chaudière de 2,76 MW ; - 2 chaudières d'une puissance unitaire de 0,96 MW ; - 3 groupes électrogènes d'une puissance totale de 2,10 MW.	Déclaration
2 925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 195,5 kw.	Déclaration

Article 3

L'article II.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article II.3 suivant.

Article II.3 Dispositions applicables au service de médecine nucléaire

L'air vicié est évacué par un extracteur muni d'un filtre à charbon actif.

La concentration à la sortie de l'extracteur ne doit pas dépasser 4 Bq/Nm³ (en Tc99m).

L'industriel fera procéder deux fois par an à une mesure de cette concentration au rejet dont le résultat sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées dans les deux mois suivant la mesure ; la première mesure sera réalisée dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté.

Le filtre à charbon actif sera remplacé régulièrement et l'industriel devra pouvoir justifier du respect de cette prescription. Les filtres visés seront éliminés selon les prescriptions fixées au titre V (déchets) du présent arrêté.

Article 4

L'article III.10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.2.2 suivant.

Article III.10.2.2 Conditions de rejets

Le rejet depuis les cuves de décroissance dans le réseau eaux usées de l'établissement s'effectue par bâchée.

Le rejet ne peut être effectué que si l'activité de l'effluent est inférieure ou égale à 7 Bq/l ; en outre, le temps de décroissance est au moins égal à dix fois la période du radioélément.

Le contrôle de l'activité est effectué par le service interne compétent en radioprotection.

Les seuls produits radioactifs autorisés à être rejetés sont le technétium 99m, le tallium 201, le gallium 67 et l'indium 111.

L'exploitant dispose d'un registre sur lequel sont notés pour chaque bâchée :

1. la date de mise en décroissance de la cuve ;
2. le résultat de la mesure de l'activité relevée lors de la mise en décroissance de la cuve et la durée de décroissance associée ;
3. le résultat du contrôle de l'activité avant vidange ;
4. la date de rejet ;
5. le volume rejeté.

Le registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 5

L'article III.10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est remplacé par l'article III.10.2.3 suivant.

Article III.10.2.3 Contrôles

A chaque mise en décroissance, l'industriel fait réaliser une mesure représentative de l'activité du contenu de la cuve par un organisme tiers compétent ; à partir de cette mesure, l'organisme détermine la durée de décroissance qui sera notée sur le registre visé à l'article III.10.2.2. Sont analysés les radionucléides suivants : technétium 99m, tallium 201, gallium 67 et indium 111.

Actuellement, un bilan commenté des rejets est adressé à l'Inspecteur des Installations Classées avant la fin du 1^{er} trimestre qui suit l'année de référence.

Article 6

Le tableau de l'article VII.5.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 est remplacé par le tableau suivant.

	Quantité stockée (en MBq)	Quantité mise en oeuvre (en MBq/l)
I 131	18 500	7 400
Mo 99	111 000	111 000
I 123	74	74
Ga 67	370	370
In 111	370	370
P 32	740	740
Co 57	0,185	0,037
Co 58	0,296	0,0592
Er 169	740	740
Rh 188	740	740
Ym 90	740	740
Sr 89	370	370
Sm 153	3 700	3 700
Tc 99m	111 000	111 000
Ta 201	1 480	1 480

Article 7

Le troisième alinéa de l'article VII.5.16 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2000 précité est supprimé.

Article 8

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L-514-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 9 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de METZ et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 10 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 11 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Maire de METZ,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le **21 OCT 2004**

LE PREFET,

[Signature]
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc-André CAMBONG